

LA CAMPAGNE MILITAIRE DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS AU ZAÏRE EN 1996 : DE L'ARGUMENT SECURITAIRE AVERE AUX CALCULS POLITIQUES REVELES

Loïc-Rodney NGAMILOLO
Université de Lorraine/Nancy – France

loickrodney@yahoo.fr

Résumé : Depuis le début des années 1990, le Zaïre, devenu République Démocratique du Congo (RDC) en 1997, vit au rythme d'attaques militaires menées par des groupes rebelles soutenus de l'extérieur. Parmi les soutiens de ces rebelles, des pays comme le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda sont fréquemment cités. Aujourd'hui encore, ce pays est en proie à une grave crise sécuritaire provoquée par les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) et le Rwanda est, une fois de plus, désigné comme le principal soutien. Au milieu des années 1990, les régions orientales du même pays étaient déjà la cible d'une campagne militaire conduite par des rebelles ayant pour soutien le Front Patriotique Rwandais (FPR). Cette campagne, présentée par les dirigeants de ce front comme une réponse aux impératifs sécuritaires de leur pays, le Rwanda, dissimulait en réalité une volonté expansionniste visant à contrôler et à occuper le Zaïre à tous les niveaux. C'est cette ambivalence de l'action militaire du FPR au Zaïre que le présent article s'attèle à démontrer.

Mots-clés : Guerre, Zaïre, Rwanda, Campagne militaire, Calculs politiques

Abstract : Since the early 1990s, Zaire, which became the Democratic Republic of Congo (DRC) in 1997, has lived to the rhythm of military attacks carried out by rebel groups supported from outside. Among the supporters of these rebels, countries such as Burundi, Uganda and Rwanda are frequently cited. Even today, this country is in the grip of a serious security crisis caused by the rebels of the March 23 Movement (M23) and Rwanda is, once again, designated as the main support. In the mid-1990s, the eastern regions of the same country were already the target of a military campaign led by rebels backed by the Rwandan Patriotic Front (RPF). This campaign, presented by the leaders of this front as a response to the security imperatives of their country, Rwanda, in reality concealed an expansionist desire aimed at controlling and occupying Zaire at all levels. It is this ambivalence of the military action of the RPF in Zaire that this article sets out to dismantle.

Keywords : War, Zaire, Rwanda, Military campaign, Political calculations



Introduction

L'histoire des pays de la région des Grands Lacs est, depuis l'avènement des indépendances, dans les années 1960, faite des guerres d'une extrême violence. Outre cette violence qui les caractérise, ces guerres ont la particularité d'être intraétatique, mettant ainsi aux prises des armées nationales contre des groupes rebelles aux motivations variées ou ambiguës (Reyntjens, 2012 : 362). Néanmoins, elles se déplacent d'un État à un autre du fait de la proximité géographique, des liens historiques et culturels entre les peuples et enfin, des calculs géopolitiques divers. La guerre qui a éclaté au Rwanda, en 1990, témoigne parfaitement de cette réalité conflictuelle régionale. Celle-ci a débouché sur la prise du pouvoir par le Front Patriotique Rwandais (FPR). Un mouvement, essentiellement composé d'éléments hétéroclites issus de la diaspora rwandaise qui, vivant très mal son exil au Zaïre et en Ouganda, s'était résolu à regagner la terre natale par la voie des armes (Willame, 1999 : 31). Mais, le pouvoir conquis, le mouvement était aux commandes d'une campagne militaire contre le Zaïre du Président Mobutu pour préserver le Rwanda de la menace que représentaient les anciennes Forces Armées Rwandaises (FAR) pour sa stabilité (Lanotte, 2003 : 264). C'est dans le cadre de cette aventure militaire que le FPR créa une alliance politique et militaire à la tête de laquelle était placé Laurant Désiré Kabila, un opposant au régime dudit Président. C'est elle qui prit le nom d'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL).

Cela dit, le présent article n'a pas d'autres ambitions que de faire une analyse critique des faits ayant permis le déclenchement d'une telle opération militaire du FPR au Zaïre. Le but poursuivi est d'identifier les raisons réelles qui ont motivé son déclenchement. Il est d'autant plus légitime de s'interroger sur ces raisons puisqu'à y voir de près, la campagne militaire, censée être une opération ponctuelle et circonscrite à l'éradication de la menace dénoncée, s'était en revanche prolongée sur une longue durée à travers ce pays. D'où la question suivante : peut-on concevoir l'action militaire du

FPR au Zaïre comme un défi sécuritaire sans exclure des calculs politiques masqués ?

Au regard du prolongement de cette aventure militaire au-delà des enjeux sécuritaires tant brandis par les autorités rwandaises d'alors, la réponse fournie à cette interrogation est simplement négative. Cette action militaire est d'une ambiguïté indéniable. Elle répondait certes à un impératif sécuritaire évident, mais elle était également dictée par des ambitions politiques masquées de ces autorités.

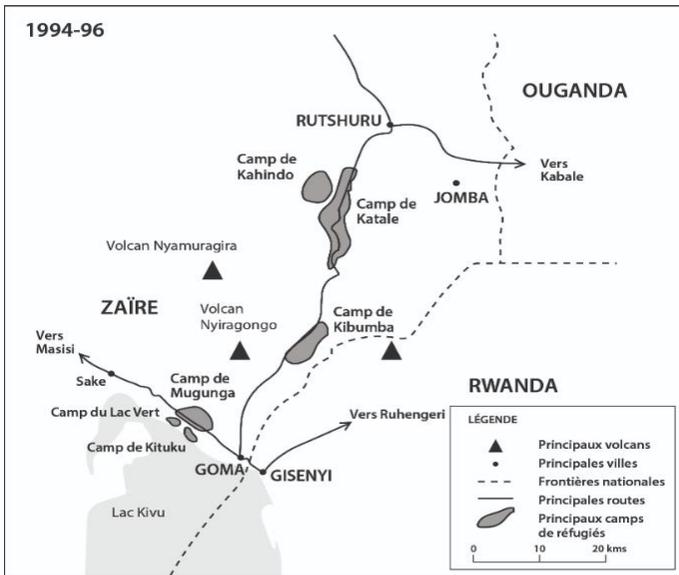
1. Les ex-FAR au Zaïre : une présence menaçante pour la stabilité du Rwanda

La menace que représentaient les ex-FAR pour la stabilité du Rwanda depuis l'Est du Zaïre était une réalité indiscutable. Celle-ci a atteint son point d'orgue avec les multiples incursions de ce mouvement dans les régions rwandaises depuis leurs bases arrière au Zaïre. Un processus de déstabilisation du Rwanda dont la compréhension nécessite une mise en contexte.

1.1. Processus de déstabilisation du Rwanda depuis l'Est du Zaïre

De manière générale, ce processus de déstabilisation du Rwanda par les ex-FAR depuis l'Est du Zaïre a commencé après la guerre rwandaise, en 1994. Cette guerre, qui avait atteint son paroxysme avec le génocide entre les communautés Hutu et Tutsi, s'était soldée non seulement par la victoire du FPR sur le régime du Président rwandais, Juvénal Habyarimana, mais également par un déferlement des populations rwandaises vers les régions orientales du Zaïre (Langelier, 2017 : 376). On compte environ deux millions le nombre des Rwandais qui, redoutant les représailles du nouveau régime de Kigali, avaient décidé de passer la frontière pour s'exiler au Zaïre. C'est pour les abriter que des camps de réfugiés furent ainsi érigés dans cette partie du pays, notamment dans les provinces du Nord et Sud Kivu, à la jonction avec le Rwanda. La carte ci-dessous en est une illustration saillante.

Carte 1 : La jonction des pays de la région des Grands Lacs et les camps de réfugiés rwandais de Goma (Zaïre) (1996)



Source : Bradol et Lepape (2016 : 7).

Parmi ces réfugiés qui ont débarqué en masse au Zaïre et ont été logés dans ces camps se retrouvent des bataillons entiers des anciennes Forces Armées Rwandaises (FAR). Ces (ex-FAR) avaient traversé la frontière en amenant avec elles tout un arsenal militaire, laissant derrière eux un pays ruiné et dévasté, comme d'aucuns l'illustrent bien. « On a vu arriver des centaines de voitures, de bus, de camion, bourrés d'armes et d'uniformes des ex-FAR », se rappelle Frédéric Bola, un ancien magistrat zairois au tribunal de la ville de Bukavu, au Sud Kivu (Mbeko et Ngbanda, 2014 : 119). C'est dans la même logique que Jean-Pierre Langellier (2022 : 376) affirmait que c'était « tout un pays qui [avait] pris la fuite » pour se retrouver au Zaïre. Human Rights Watch, pour sa part, apporte plus de précisions sur le type d'armement transporté et leur emplacement dans les régions orientales du Zaïre :

Beaucoup des armes lourdes et des équipements que les ex-FAR ont réussi à sortir du Rwanda, dont des véhicules blindés AML 60 et AML 90 fabriqués en France, des blindés équipés de mortiers de 120 mm, des armes antiaériennes variées, des lance-roquettes, des obusiers, des mortiers et des camions militaires, ont été conservés en bon état dans une [...] base militaire près du centre de Goma. HRW a pu voir ces armes [...] et observer que des soldats des ex-FAR étaient responsables de leur entretien courant. [...] Cinq types de camps militaires dans l'est du Zaïre [Lac Vert au Nord-Kivu, Panzi près de Bukavu, le camp secret de Bilongue au Sud-Kivu, des camps "civils" militarisés dans la région d'Uvira (Kamanyola, Kanganiro, Lubarika, Luvungi et Luberizi), de petits camps de guérilla dans l'île Idjwi (lac Kivu)]. [...] Kamanyola est situé à seulement 800 mètres du Burundi et quelques kilomètres du Rwanda. (Human Rights Watch, 1995 : 5)

L'idée forte qui ressort de toutes ces précisions est qu'en s'exilant au Zaïre, les ex-FAR n'excluaient aucune possibilité de retour au pays. Le transfert des armes qu'ils effectuent apporte la démonstration que cet exil est en réalité un repli stratégique. Un moment de réorganisation des forces, des réarmements et de mise au point des tactiques d'attaque en vue d'un retour imminent au Rwanda (Godding, 1997 : 240 ; Lanotte, 2003 : 71).

Un homme profite politiquement de cette situation : le Président Mobutu. L'accueil qu'il réserve aux réfugiés rwandais d'une manière générale le remet en selle, lui qui avait perdu une certaine audience depuis la fin de la guerre froide. Concernant les ex-FAR à proprement parler, le Président Mobutu avait tout intérêt d'entretenir la situation si bien que la déstabilisation du Rwanda augurait une stabilité pour le Zaïre ainsi que son régime. C'est pourquoi, en dépit des relations diplomatiques devenues tendues entre le Zaïre et le Rwanda, le Président se montre favorable au projet de guerre des ex-FAR. On signale, à cet effet, que les dignitaires politiques et militaires de son régime

ont menacé les journalistes et les militants des droits de l'homme à Goma et Bukavu, leur défendant de relater les activités des ex-FAR et des milices, ou l'emplacement de leurs camps. [...] Des militaires zaïrois et des officiers de la Garde civile ont autorisé des éléments des



ex-FAR et des milices à résider dans certaines des bases militaires du Zaïre, et à y conduire leurs entraînements. (Human Rights Watch, 1995 : 7)

Toutes ces faveurs sont vite capitalisées par les ex-FAR qui se reconstituent en une véritable force à fort potentiel déstabilisant.

1.2. La remobilisation des ex-FAR et les incursions vers le Rwanda

L'accueil que le Président Mobutu réserve aux réfugiés rwandais dans son pays est un atout favorable à la remobilisation des ex-FAR. Cet accueil permet à ces derniers de former une entité politique et militaire dénommée le Rassemblement Démocratique pour le Rwanda (RDR) (Leloup, 2005 : 71-91). Lequel enregistre très vite de nombreuses adhésions, y compris celle des tutsi zairois persécutés par une élite politique décidée à jouer désormais un rôle de premier plan dans la gestion de leur pays depuis la fin du parti unique (Gachuruzi 2000 ; Rusamira, 2003 : 147-163). Pour coller avec les objectifs de libération du Rwanda dont ils s'étaient fixés, le RDC changea d'appellation pour devenir l'Armée de Libération du Rwanda (ALIR) (Musabyimana, 2004 : 226). Sa structure comprend un haut commandement militaire et des divisions ou des brigades délocalisées dans les villes de la région, comme c'est le cas dans les villes de Bukavu et de Goma (Bizimana, 2014 : 2).

Fort de cette recomposition, l'ALIR fait désormais la loi dans les camps de réfugiés. Pour agrandir davantage ses rangs, il terrorise le reste de réfugiés et n'hésite pas à abattre les déserteurs ou ceux qui tentent de regagner le Rwanda (Mbeko et Ngbanda, 2014 : 120). Le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), l'un des organismes humanitaires présent dans la région tente en vain d'arrêter les incursions qui sont menées et de préserver le caractère strictement civil et humanitaire des camps (Graf-Brugère, 2018 : 24). Il va sans dire qu'en dépit de sa motivation, cet organisme n'avait ni le mandat, ni la capacité pour procéder à la démilitarisation des camps. La situation devient débordante. Le HCR finit par se retirer de la région

(Adelman, 1997 : 6). Certains acteurs préconisèrent l'envoi d'une Force multinationale (FMN). Mais le Conseil de sécurité, en proie à de nombreuses divergences sur cette question, peinait à adopter une résolution autorisant la composition et l'envoi d'une telle force (Ambrosetti, 2009 : 339).

Pendant ce temps, la situation s'empire sur place. En mai 1995, Human Rights Watch apportait des précisions sur la remobilisation des ex-FAR depuis l'Est du Zaïre et les soutiens que cette force reconstituée bénéficiait dans ce pays :

Ceux qui ont perpétré le génocide rwandais ont reconstruit leur infrastructure militaire. [...] Les ex-FAR disposent de forces estimées à 50 000 hommes, réparties en une douzaine de camps. Elles tiennent les milices sous un contrôle plus étroit. Elles ont lancé des attaques à l'intérieur du Rwanda pour y déstabiliser une situation déjà précaire, obtenir de l'information et acquérir de l'expérience en vue d'une offensive future contre l'actuel gouvernement de Kigali. [...] [Elles] continuent de jouir de l'impunité, sans aucune poursuite ni arrestation liées à leur engagement présumé dans le génocide de l'an dernier. [...] Les forces zaïroises proches du Président Mobutu ont joué un rôle pivot dans la réémergence en tant que force militaire puissante de ceux qui sont directement impliqués dans le génocide rwandais. (Human Rights Watch, 1995 : 9)

Pour le FPR qui attendait préserver la stabilité du Rwanda, la remobilisation des ex-FAR était une question qu'il fallait résoudre dans l'immédiat. Au cours d'une Assemblée générale des Nations Unies, Gédéon Kayinamura, le chef de la délégation rwandaise à cette Assemblée demanda à la communauté internationale de faire pression sur le Gouvernement zaïrois afin qu'il procède au déplacement des camps, transformés en bases arrière des ex-FAR, loin des frontières, conformément à la convention de Genève de 1954 (Nations Unies AG/545, 1996). Paul Kagame, alors vice-président et ministre de la Défense du Rwanda, quant à lui, attirait l'attention de cette communauté internationale sur les conséquences d'une inaction de sa part. « Cette inaction de la communauté internationale amènerait le Rwanda à agir de lui-même », avait-il confié à des journalistes lors d'un séjour aux États-Unis (Binet, 2013 : 25). Mais ni

la communauté internationale, ni le Gouvernement zaïrois ne prirent au sérieux cette mise en garde. Face à un tel mutisme, dès octobre 1996, le FPR attaqua les camps de réfugiés à l'Est du Zaïre. Les attaques ont entraîné la confusion et les réfugiés se sont dispersés à travers le pays. La carte ci-dessous en est une parfaite illustration de ce mouvement général des réfugiés après le débarquement des troupes armées du FPR.

Carte 2: Mouvement général des réfugiés après le démantèlement des camps (1996)



Source : Nations, *Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo*, août 2010, p. 82.

Ces attaques se firent dans le cadre de l'AFDL. Le FPR, en agissant ainsi, justifia son action par la seule ambition d'écartier la menace qui pesait sur la stabilité du Rwanda quatre ans après le génocide qui a décimé un grand nombre de sa population. Ce qui

amena d'ailleurs certains auteurs à soutenir la thèse d'une guerre juste (*Jus belli*), concept de Ciceron prolongé et développé par Saint-Augustin qui se traduit par la volonté d'un acteur de se défendre contre une agression au nom de la paix et de la stabilité durable (Pourtier, 2003 : 22). C'est donc dire que la stabilité du Rwanda en dépendait. Il fallait à tout prix écarter cette menace et établir un glacis de sécurité à la frontière de ce pays avec le Zaïre. Mais en soutenant cet argument, il n'est pas exclu que le FPR ait pensé réaliser d'autres ambitions moins affichées. Ce qui justifie d'ailleurs les raisons du prolongement de son action dans ce pays au lendemain de la destruction des camps de réfugiés comme initialement prévu.

2. Des calculs politiques révélés

La campagne militaire du FPR au Zaïre est d'une ambiguïté indéniable. Derrière ce qui a été présenté comme une opération de neutralisation des ex-FAR, une guerre était de manière simultanée engagée contre le régime du Président Mobutu. Cette guerre visait, entre autres, le renversement dudit régime et l'occupation du pays à tous les niveaux.

2.1. Le renversement calculé et réussi du régime de Mobutu

Le renversement du régime de Mobutu était depuis longtemps une préoccupation majeure pour la plupart des régimes des pays de la région des Grands Lacs. Ces régimes avaient, dans une certaine mesure, développé une hostilité vis-à-vis de Mobutu du fait de la politique interventionniste qu'il menait dans les situations de crise régionales. À l'instar des guerres civiles en Ouganda et en Angola, le Président Mobutu était intervenu dans la crise rwandaise en apportant son soutien à son homologue rwandais, le Président Habyarimana qui faisait face aux rebelles du FPR. Dans tous les cas, cette implication du Président Mobutu se soldait par des échecs patents. Les régimes qu'il soutenait étaient renversés et les rebellions qu'il combattait prenaient le pouvoir. Dans ce contexte, le FPR qui est l'une de ces rebellions invaincues n'eut pas d'autre choix que de se liguer contre Kinshasa, à un moment où le Président zaïrois était en



rupture des rapports avec ses soutiens occidentaux et que la crise sociale à l'intérieur du pays prenait des proportions inquiétantes.

Profitant de cet état de déconfiture du régime de Mobutu, le FPR entamait la seconde étape de son aventure militaire au Zaïre. Pour y parvenir, le FPR et son soutien ougandais créèrent alors l'AFDL (Mararo, 2003 : 171-205). La désignation de Laurent-Désiré Kabila, un Zaïrois, à la tête de cette alliance, résultait de la nécessité de conférer à la campagne militaire l'allure d'une guerre interne ou de libération nationale. En prenant cette coloration, celle-ci allait servir à masquer les véritables intentions de Kigali en laissant croire au monde que la guerre émanerait d'une volonté du peuple zaïrois de se libérer d'un régime dictatorial qui n'avait de cesse de bafouer leurs droits.

Ainsi, constituée en une force combattante aguerrie, l'AFDL commençait à conquérir plusieurs villes à l'Est du pays devant une armée zaïroises complètement désintégrée. Néanmoins, l'alliance rencontre certaines difficultés qui entravent sa marche. On observa même des moments d'arrêt, signe d'un essoufflement, comme ce fut le cas après la chute de la ville de Bunia (Kennes, 1999 : 326). Ce fut à ce moment que l'Angola, qui avait également des griefs vis-à-vis de Mobutu, fit son entrée en apportant un soutien considérable aux rebelles pour accélérer leur marche. Le soutien est assuré par le général Manuel Helder Vieira Dias, conseiller en matière de sécurité du Président Dos Santos, accompagné du général Kafunda, qui se sont par ailleurs rendus à Kigali pour préparer cette intervention avec les autorités du FPR (Epimi, 2013). Ainsi, mi-février 1997, pouvait-on voir plusieurs bataillons (deux à trois mille hommes) de « Tigres » débarqués à Goma et à Bukavu après avoir transité vers Kigali où ils ont reçu un appui logistique important (Epimi, 2009 : 254).

Les anciens gendarmes katangais ont participé de façon décisive dans la campagne militaire contre Mobutu et ont conquis rapidement des villes stratégiques du pays. Tel est le cas de la ville de Kisangani qui tombe très vite aux mains des rebelles (Breackman, 1999 : 18). Avec la chute de cette ville, le Président Mobutu se voit privé d'un des poumons économiques du pays par Kabila et ses alliés qui disposent désormais du contrôle des réserves d'or, de diamant et de

civre du pays (Kambayi Bwatshia, 2007 : 258). Les contre-offensives des Forces Armées Zaïroises (FAZ), annoncées fin décembre et fin janvier 1997, n'ont pas lieu. Après avoir remporté la bataille de Kenge contre les Hutus rwandais et l'UNITA qui vinrent épauler les éléments de la Division Spéciale Présidentielle (DSP), les rebelles arrivent à Kinshasa dans une liesse populaire. Mobutu s'exile au Maroc, où il décède le 7 septembre 1997. Tout au long de cette dernière étape de la campagne militaire, Kabila, qui s'est autoproclamé Président à partir de la ville de Lubumbashi, cède aux partenaires occidentaux l'exploitation des gisements importants des mines du pays et récompense ses alliés pour leur effort de guerre, d'où l'occupation du pays par les éléments du FPR (Kambayi, 2007 : 199).

2.2. L'occupation effective du pays par des éléments du FPR

Au terme de la campagne militaire qui conduit à la chute du régime de Mobutu, le FPR a occupé le Zaïre. Cette occupation a essentiellement été effective sur le plan politique et administratif. En effet, dès le début du conflit, Kabila et ses alliés ont pris le contrôle des villes conquises dont ils confiaient la gestion à leurs membres (Mbavu Muhindo, 2003 : 227). C'est dans cette optique que de nombreux responsables politico-administratives furent désignés comme telles. C'est notamment le cas de la désignation du gouverneur de la ville de Bukavu après la désertion des autorités administratives (Mutamba Lukusa, 2003 : 61). Ailleurs, ce sont les autorités civiles qui furent favorables à une ère de changement qui ont été maintenues à leur poste de responsabilité. Malgré tout, il fallait remplir certaines conditions liées à l'appartenance ethnique, notamment être soient des Tutsi rwandais, soient des Tutsi zaïrois (Olombi, 2015 : 53). Par ailleurs, on retrouve également dans ces nouveaux gestionnaires des villes occupées, des pro-FPR ou pro-AFDL qui ont occupé de nombreux services importants de l'administration, notamment dans les bureaux de poste et de douane. La désignation de James Kabarebe, l'un des officiers les plus importants du FPR, aux commandes de l'armée nationale est le fait le



plus marquant de la prise de contrôle des secteurs importants du pays par les rebelles (Onana, 2009 : 132). Le dessein principal était de disposer d'un contrôle effectif et d'une gouvernance pérenne des régions conquises durant guerre.

En outre, il faut noter que dans l'exercice de ses fonctions, le Président Kabila s'est également entouré d'une cour composée essentiellement des civils Tutsi (congolais et rwandais) qui avaient pris fait et cause pour son action militaire au Zaïre (Lanotte, 2003 : 71). L'engouement de l'ensemble de ces acteurs avait donné à celle-ci l'allure d'une guerre de libération nationale ou de révolution menée sur le territoire zaïrois par des Zaïrois eux-mêmes ; c'est-à-dire une guerre dont le but principal serait de se libérer du régime dictatorial de Mobutu (Mbavu Muhindo, 2003 : 227). Or, cette stratégie concoctée par l'état-major du FPR d'alors avait servi à masquer les ambitions réelles de la guerre qui était menée.

Par ailleurs, disons que les autorités du FPR, notamment les dirigeants rwandais et burundais de la période ont toujours convoité les régions du Zaïre du fait des richesses naturelles dont elles disposent (Bost, 2018 : 276-277). Il en découle de cette situation une véritable compétition géopolitique autour desdites régions. La bataille qu'ils se sont livrés dans la ville de Kisangani, à l'an 2000, constitue l'un des faits notables de cette rivalité géopolitique entre le Rwanda et l'Ouganda sur le territoire zaïrois (Kadiebwe, 2010 : 142). Celle-ci aura duré six jours et s'est soldée par la victoire du Rwanda. Ce qui a brisé l'entente cordiale des anciens alliés de la guerre contre le régime de Mobutu.

Pourtant, cette période *Afdelienne* n'était pas exempte des efforts visant la reconstruction du pays. Comme tout nouveau chef d'État, Kabila se mit à réorganiser le pays et s'attela à le reconstruire. Cela se fit par le lancement des projets de développement ambitieux tels que le plan Triennal 1997 dont le coût fut élevé à plus de 3 milliards de dollars américains (Mutamba Lukusa, 2003 : 328). Mais tous ces efforts de reconstruction du pays se firent en grande partie sans les Zaïrois. De même, la plupart des projets de développement n'avaient pas été suivis d'un succès véritable. La dégradation du Zaïre

persistait¹. Ce qui ne manqua pas de susciter la colère du peuple et de raviver les rancœurs anti-rwandais auprès de nombreux Zaïrois aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Ce peuple reprochait à Kabila de s'être constitué prisonnier de ses alliés de guerre. « Le libérateur devrait être libéré », clamait-il, et d'en renchérir : « Kabila=Mobutu » ou encore « Kabila clone de Mobutu » (Ndaywel è Nziem, 2009 : 609), pour traduire le degré d'hostilité d'une grande partie de ce peuple à l'égard du nouveau Président.

Au moment où Kabila arriva au pouvoir, l'influence de ses alliés, notamment l'Ouganda et surtout le Rwanda, devint très considérable dans le pays. Quelques mois plus tard, le chef de l'État zaïrois chercha à réduire cette influence étrangère en expulsant ses anciens alliés du territoire national. Coincé entre les intérêts du peuple zaïrois et ceux de ses alliés, il opta pour la voie de la rupture avec ses alliés. C'est ainsi que le 27 juillet 1998, il mit fin à la coopération qui le liait avec ces derniers par un décret lu sur les antennes de la télévision nationale. Cela signifiait donc le retrait imminent desdits alliés du territoire, c'est-à-dire la fin de l'occupation étrangère. Il justifia cet acte par la volonté de préserver les intérêts des citoyens zaïrois tout en précisant qu'il n'avait aucune obligation envers ses ex-alliés. Un divorce rejeté par ces derniers. Le 2 août 1998, une seconde guerre ayant les mêmes ambitions que la précédente éclata entre les deux parties.

Conclusion

En 1996, le territoire était dirigé par le Président Mobutu. Le FPR, qui venait de renverser le régime d'Habyarimana au Rwanda, se déporta au Zaïre. L'objectif affiché était de contrecarrer la menace que représentaient les ex-FAR pour la stabilité du régime rwandais tout en concrétisant des ambitions politiques, notamment le renversement du régime de Mobutu et l'occupation de ce pays à tous les niveaux. La guerre que le Rwanda et l'Ouganda déclarèrent à Kabila, en 1998, montre l'intérêt que les autorités de ces pays portaient à ce projet. De

¹ Le pays étant devenu République Démocratique du Congo.



là découlent les relations tumultueuses que l'actuelle RDC entretient avec ses deux voisins.

Bibliographie

- AMBROSETTI David, (1999), *Normes et rivalités diplomatiques à l'ONU : le Conseil de sécurité en audience*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang.
- BRADOL Jean-Hervé et LEPAPE Marc, (2016), *Génocide et crimes de masse : l'expérience de MSF (1992-1997)*, Paris, CNRS Éditions.
- BRAECKMAN Collette, (1999), *L'enjeux congolais : l'Afrique centrale après Mobutu*, Paris, Fayard.
- EPIMI GUIA Lucien, (2013), *Les relations entre l'Angola et le Congo-Kinshasa de 1975-2002*, Thèse de doctorat en Histoire des relations internationales et de l'Europe, Université Paris IV-Sorbonne.
- GODDING Jean-Pierre, (1997), *Réfugiés rwandais au Zaïre. Sommes-nous encore des hommes ?*, Paris, L'Harmattan.
- GRAF-BRUGERE Anne-Laurence, (2019), *La « menace contre la paix » dans la pratique du Conseil de sécurité des Nations Unies : réflexion sur le concept de droit international*, Genève, Schulthess Verlag.
- KADIEBWE Richard, (2010), *La guerre de six jours à Kisangani : leçons géopolitiques et géostratégiques*, Paris, L'Harmattan.
- KAMBAYI BWATSHIA, (2007), *L'illusion tragique du pouvoir au Congo-Zaïre*, Paris, L'Harmattan.
- LANGELLIER Jean-Pierre, (2022), *Mobutu*, Paris, Perrin, coll. « Tempus ».
- LANOTTE Olivier, (2003), *République Démocratique du Congo : guerre sans frontières de Joseph-Désiré Mobutu à Joseph Kabila*, Paris, GRIP.
- LELOUP Bernard, (2005), « Le Rwanda et ses voisins : activisme militaire et ambitions régionales », *Afrique contemporaine*, vol. 215, n° 3, pp. 71-91.
- MBAVU MUHINDO Vincent, (2003), *Le Congo-Zaïre d'une guerre à l'autre : de la libération en occupation*, Paris, L'Harmattan.
- MUSABYIMANA Gaspard, (2004), *L'APR et les réfugiés rwandais au Zaïre 1996-1997 : un génocide nié*, Paris, L'Harmattan.
- NDAYWEL E NZIEM Isidore, (2009), *Nouvelle histoire du Congo : des origines à la République Démocratique*, Bruxelles, Le Cri.
- ONANA Charles, (2009), *Ces tueurs tutsi : au cœur de la stratégie congolaise*, Paris, Editions Dubois.
- POURTIER Roland, (2003), « L'Afrique centrale dans la tourmente : les enjeux de la guerre et de la paix au Congo », *Hérodote*, vol. 111, n° 4, pp. 11-39.
- PRUNIER Gérard, (1999), *Rwanda : le génocide*, Paris, Éditions Dagorno.
- REYNTJENS Filip (dir.), (1999), *L'Afrique des Grands Lacs*, Paris, L'Harmattan.
- REYNTJENS Filip, (1999), *Guerre des Grands Lacs : alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan.

La campagne militaire du front patriotique rwandais au Zaïre en 1996 : de
l'argument sécuritaire avéré aux calculs politiques révélés

- REYNTJENS Filip, (2012), *La grande guerre africaine : instabilité, violence et déclin de l'État en Afrique centrale (1996-2006)*, Paris, Les Belles Lettres.
- REYNTJENS Filip, (2021), *Le génocide des Tutsi au Rwanda*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».
- RUSAMIRA Etienne, (2003), « La dynamique des conflits ethniques au Nord-Kivu : une réflexion prospective », *Afrique contemporaine*, vol. 207, n° 3, pp. 147-163.
- WILLAME Jean-Claude, (1999), *L'Odyssée Kabila : trajectoire pour un Congo nouveau ?*, Paris, Karthala.